



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.  
GENERALE

A/35/126

S/13835

10 mars 1980

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE  
Trente-cinquième session  
Point 11 de la liste préliminaire\*  
RAPPORT DU CONSEIL DE SECURITE

CONSEIL DE SECURITE  
Trente-cinquième année

Lettre datée du 5 mars 1980, adressée au Secrétaire général par le  
Représentant permanent de l'Afghanistan auprès de l'Organisation  
des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint une lettre du Ministre des affaires étrangères de la République démocratique d'Afghanistan, dont je vous prie de bien vouloir faire distribuer le texte accompagné de la présente lettre en tant que document officiel de l'Assemblée générale au titre du point 11 de la liste préliminaire, et comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur extraordinaire  
et plénipotentiaire,

Représentant permanent,

(Signé) Bismillah SAHAK

\* A/35/50.

ANNEXE

Lettre datée du 24 février 1980, adressée au Secrétaire général par  
le Ministre des affaires étrangères de la République démocratique  
d'Afghanistan

En s'ingérant continuellement dans les affaires intérieures de la République démocratique d'Afghanistan, sous la conduite des Etats-Unis et avec la complicité des milieux chauvins de Chine et des réactionnaires pakistanais, l'impérialisme mondial qui enfreint foncièrement la Charte des Nations Unies et autres règles de conduite internationale, fait peser un risque grave sur la paix et la stabilité de cette région et du monde.

De fait, après la victoire de la révolution d'avril du peuple afghan, les forces de l'impérialisme et de la réaction internationale, de concert avec leurs alliés hégémonistes chinois, ont entrepris de fomenter complots et conjurations contre l'Afghanistan et son peuple, afin d'exercer sur ce pays un véritable chantage et de saper les fondements des nobles objectifs de la révolution d'avril, déclenchée pour servir les intérêts de la population afghane et éliminer les causes du retard économique et social d'une société de type féodal.

L'Afghanistan et la révolution populaire ont fait l'objet d'une campagne déloyale. L'hostilité manifestée à leur égard a atteint son paroxysme après la victoire à laquelle a abouti la phase suivante de la révolution afghane, le 27 décembre 1979, lorsqu'il a été mis fin au régime d'oppression d'Amin et de sa clique dont le noble peuple afghan a eu tant à souffrir.

L'intervention armée de milliers de bandits, armés et entraînés à l'étranger, sur le territoire afghan qui ne cesse de s'intensifier, infligeant de graves dommages dans les villes et les villages et entraînant la mort de milliers d'innocents, femmes, enfants et vieillards, et les ingérences étrangères ont contraint le Gouvernement de la République démocratique d'Afghanistan à faire de nouveau instamment appel à l'aide, notamment l'aide militaire, de l'Union soviétique, en invoquant les dispositions du Traité soviéto-afghan du 5 décembre 1978, sanctionnant l'amitié, les relations de bon voisinage et la coopération entre les deux pays ainsi que l'Article 51 de la Charte des Nations Unies, dans l'exercice de son droit de légitime défense.

Ainsi qu'il a été affirmé officiellement et à plusieurs reprises tant par le Gouvernement de la République démocratique d'Afghanistan que par l'Union soviétique, la présence de contingents limités de forces armées soviétiques n'a d'autre objet que d'aider le Gouvernement afghan à repousser les agressions étrangères auxquelles est en butte l'Afghanistan. Ces forces se retireront du territoire afghan aussitôt que les circonstances qui ont amené le gouvernement de ce pays à demander de l'aide auront pris fin.

En fait, le territoire du Pakistan, pays avec lequel l'Afghanistan souhaite entretenir de bonnes relations, sert de base d'entraînement à de nombreux groupes armés qui, équipés par les milieux américains, chinois, pakistanais et égyptiens, sont ensuite envoyés en territoire afghan. Ces groupes contre-révolutionnaires sont entraînés par des instructeurs pakistanais, chinois et américains dans des camps spéciaux implantés en territoire pakistanais. A l'heure actuelle, sept groupes importants dont l'entretien est assuré grâce à l'aide financière des Etats-Unis sont à l'entraînement dans 20 bases spéciales et 50 camps, tous situés en territoire pakistanais.

Les principales bases sont situées dans des villes et des régions peuplées proches de la frontière afghane comme Peshawar, Quetta, Chitral, Kohat, Miranshah, Cherat, Warsak, Nou-Shara, etc. Dans ces bases, des armes américaines et chinoises sont fournies aux mercenaires auxquels des instructeurs et des conseillers militaires chinois et pakistanais apprennent comment détruire ponts, usines et autres installations ou comment incendier les écoles ou les hôpitaux.

On leur apprend aussi comment perturber les systèmes de communication, organiser des embuscades et user d'autres méthodes violentes pour intimider et harceler les patriotes et la population civile, en semant en son sein le trouble et la confusion, en répandant des rumeurs fallacieuses pour la provoquer, enfin, en se livrant à des activités d'espionnage. L'année dernière seulement, 30 000 assassins ont ainsi été entraînés au Pakistan dans ces bases d'appui de l'organisation armée anti-afghane. Cette collusion des autorités pakistanaises avec les impérialistes américains et britanniques et les hégémonistes chinois contre l'Afghanistan fait peser une lourde menace sur la liberté et l'intégrité territoriale de ce pays, sur la paix et la sécurité internationales et sur la tranquillité de la région.

Les artisans de ce complot contre la paix et la détente s'efforcent de retirer au peuple afghan les droits et les libertés démocratiques qu'il s'était acquis après le soulèvement national du 27 décembre 1979, et de perturber la vie paisible dont il jouit à nouveau depuis qu'a pris fin la sombre et violente période de la présidence d'Amin.

Prétextant de prétendues menaces pour la paix dans la région du fait de la présence en Afghanistan de petits contingents de forces armées soviétiques et exploitant les événements internes survenus récemment dans ce pays, les impérialistes, Etats-Unis en tête, cherchent à renforcer leurs bases militaires et leur présence dans différentes régions du monde, en particulier dans la région de l'océan Indien et dans le golfe Persique.

Ce n'est pas un hasard si, immédiatement après les événements du 27 décembre 1979 en Afghanistan, le Pakistan a accueilli successivement de hauts fonctionnaires des Etats-Unis, de la Chine et du Royaume-Uni, qui manifestaient tous très hautement les préoccupations que leur inspirait la sécurité de ce pays et des autres pays de la région, mais cherchaient en réalité à renforcer la militarisation du Pakistan en le transformant en un arsenal d'armes offensives.

Le Gouvernement pakistanais a converti les prétendus camps de réfugiés afghans établis sur son territoire en une attraction pour touristes qui fait partie d'un programme de visites pour dignitaires étrangers.

Après l'allocution qu'a prononcée à l'intention de la nation entière M. Babrak Karmal, secrétaire général du Comité central du parti populaire démocratique afghan, président du Conseil révolutionnaire et premier ministre de la République démocratique d'Afghanistan, dans laquelle celui-ci invitait tous les Afghans qui avaient fui le pays en raison des atrocités commises par le criminel Amin, à revenir dans leur patrie où ils sont assurés de jouir d'une entière liberté - le Gouvernement révolutionnaire afghan en a pris l'engagement solennel - de recevoir réparation pour les préjudices moraux et matériels qu'ils ont subis, ces Afghans, que le Gouvernement pakistanais qualifie délibérément de réfugiés aux fins de ses dangereuses manoeuvres politiques qui mettent en jeu la paix mondiale, ne sauraient plus être considérés comme tels au sens juridique et politique du terme.

Les commentaires provocateurs et presque identiques de M. Z. Brzezinski, conseiller du Président des Etats-Unis en matière de sécurité nationale, de M. Huang Hua, ministre chinois des affaires étrangères et de lord Carrington, ministre des affaires étrangères du Royaume-Uni, lors de leur voyage au Pakistan, où ils ont visité les prétendus camps de réfugiés afghans, attestent clairement l'existence d'une conspiration entre l'impérialisme américain et britannique, l'hégémonisme chinois et les réactionnaires pakistanais contre l'Afghanistan et son peuple.

Les incidents sanglants du 22 février 1980 à Kaboul, capitale de l'Afghanistan, et les dommages considérables causés aux biens publics et privés sont une preuve parmi tant d'autres que ces bandits armés sont entraînés par des instructeurs américains, chinois et pakistanais pour se livrer en Afghanistan à des opérations de subversion. L'arrestation par les autorités afghanes de plus de 30 saboteurs pakistanais et d'un ressortissant américain, Robert Lee, porteurs de grenades et d'explosifs d'origine américaine, chinoise et pakistanaise ne fait que le confirmer. Les autorités afghanes mènent actuellement une enquête dont les conclusions seront portées à votre attention en temps voulu.

Je réaffirme que l'Afghanistan mène une politique de paix et de non-alignement et s'applique à entretenir des relations amicales avec tous les pays épris de paix et notamment avec ses voisins.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer la présente lettre comme document officiel de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

Le Ministre des affaires étrangères  
de la République démocratique  
d'Afghanistan,

(Signé) Shah Mohammed DOST